



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 2580

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Yves Cochet, pour le groupe Radical, Citoyen et Vert.

M. Yves Cochet. Monsieur le Premier ministre, dans quelques jours, deux sommets mondiaux vont se tenir simultanément: l'un à Davos, que l'on peut qualifier de sommet du capital; l'autre à Porto Alegre, qui porte le nom de «forum social mondial». Bien sûr, les initiateurs, les participants, les objectifs de ces deux sommets ne sont pas tout à fait identiques; vus de loin, ils apparaissent même opposés.

En effet, on tient traditionnellement à Davos des discours sur la mondialisation libérale, parfois cautionnés par quelques penseurs médiatiques chargés de nous expliquer que l'économie libérale n'est pas l'horreur que l'on croit. A Porto Alegre, au Brésil, on va inaugurer cette année un forum social mondial qui va précisément constituer une sorte de réponse, d'alternative citoyenne à cette mondialisation libérale. Il va s'agir de promouvoir, de préserver, voire de conquérir de nouveaux droits sociaux, écologiques,...

M. Thierry Mariani. Citoyens !

M. Yves Cochet. ... citoyens et démocratiques face aux puissances de l'argent.

Le gouvernement français sera présent à ces deux sommets, et je n'y vois aucune contradiction. Je dirai même que je ne peux pas imaginer que le gouvernement français puisse tenir un discours différent, selon qu'il s'exprime ici ou là. Ma question est donc simple, monsieur le Premier ministre: quel message politique unique le gouvernement français va-t-il adresser sur la mondialisation à Davos et à Porto Alegre ? (Applaudissements sur les bancs du groupe Radical, Citoyen et Vert et sur quelques bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au commerce extérieur.

M. François Huwart, secrétaire d'Etat au commerce extérieur. Monsieur le député, vous avez tout à fait raison de penser que le gouvernement français n'a pas deux discours sur la mondialisation.

M. Thierry Mariani. Il en a trois !

M. le secrétaire d'Etat au commerce extérieur. Il n'en a qu'un seul, fondé sur le dialogue avec les Etats, les Parlements, les entreprises et la société civile. Ce dialogue nous l'avons mené avant, pendant et après Seattle, et nous allons le poursuivre, que ce soit à Davos ou à Porto Alegre, quelle que soit l'enceinte et sans qu'il y ait la moindre contradiction entre ces deux démarches.

Nous partons d'un constat: aujourd'hui, la mondialisation répartit injustement les fruits de la croissance mondiale. Or le gouvernement français souhaite une mondialisation régulée, maîtrisée, et non pas confiée aux seules forces du marché.

Nous avons la conviction que le dialogue Nord-Sud est aujourd'hui aussi important, sinon plus, que la négociation entre seuls pays riches.

M. Jean-Claude Lefort. Très bien !

M. le secrétaire d'Etat au commerce extérieur. Nous disons donc que la mondialisation doit être, non seulement celle des profits rapatriés dont nous connaissons l'enjeu pour notre économie, mais aussi celle des profits et des savoirs partagés. Il s'agit d'aboutir à un cycle commercial de développement durable.

Nous avons également la conviction qu'il faut écouter la société civile. Il faut aussi agir, au sein d'instances internationales que nous souhaitons plus transparentes, plus légitimes, et dont nous savons que, sans leur action, c'est la loi du plus fort, celle de la jungle qui s'imposeraient.

Pour être efficace, notre démarche nécessite la mise en oeuvre d'une panoplie de politiques, au-delà même des

politiques commerciales, je veux parler de la lutte contre le blanchiment de l'argent, de l'accès aux médicaments, de l'allègement de la dette qui, pendant la présidence française, ont fait l'objet d'avancées significatives.

Monsieur le député, si notre message est le même partout, c'est qu'il est équilibré: il reconnaît les bénéfices de l'échange et de l'ouverture commerciale tout en insistant sur la nécessité de donner à la mondialisation des règles qui garantissent la solidarité et l'intérêt général. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Données clés

Auteur : [M. Yves Cochet](#)

Circonscription : Val-d'Oise (7^e circonscription) - Radical, Citoyen et Vert

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2580

Rubrique : Relations internationales

Ministère interrogé : commerce extérieur

Ministère attributaire : commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 janvier 2001, page 669

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 janvier 2001